



Tribunes d'experts

Sommaire

Éric Bussière, Professeur à Paris IV

Décryptage : la gestion franco-américaine de la crise du système monétaire international dans les années 1970 _____ 2

Laurent Cesari, Professeur à l'Université d'Artois

Pompidou, Nixon, Jobert et Kissinger : les entourages présidentiels dans les relations franco-américaines _____ 4

Nicolas Vaicbourdt, Maître de conférences à l'Université Cergy-Pontoise

Entre raisons et sentiments : les relations franco-américaines sous la présidence Pompidou _____ 5

Eric Bussière

Décryptage : la gestion franco-américaine de la crise du système monétaire international dans les années 1970

Le 15 juin 1969, Georges Pompidou devient Président de la République, en pleine crise monétaire internationale. Personnellement impliqué dans la recherche d'un système monétaire rénové, il choisit l'intégration de l'économie française dans le marché commun. Sa position a permis d'instaurer un dialogue équilibré avec les États-Unis. Aujourd'hui l'Association Georges Pompidou revient sur ces faits historiques marquants au cours du colloque « Georges Pompidou et les États-Unis, une relation spéciale » ? Un décryptage historique éclairant sur une période clé de notre histoire et les relations franco-américaines.

Les années de la Présidence Pompidou (1969-1974) sont marquées par une remise en cause du rôle de certaines institutions et notamment du système monétaire international né à Bretton Woods à la fin de la deuxième guerre mondiale. La crise du dollar, monnaie pivot du système, affaiblie dès la seconde moitié des années 1960, amène les autorités américaines à suspendre sa convertibilité en or le 15 août 1971. Cette décision ouvre la voie à une longue période d'instabilité monétaire marquée, à partir de mars 1973, par le flottement général des monnaies.

Dans ce contexte, les relations franco-américaines entre 1969 et 1974 seront primordiales. Georges Pompidou et ses collaborateurs furent alors confrontés à un triple défi :

- à l'échelle internationale, gérer la crise du système, très déstabilisante pour l'économie française, à travers un dialogue parfois difficile avec les États-Unis.
- à l'échelle européenne, construire un cadre régional de stabilité permettant de consolider l'insertion de l'économie française dans le marché commun, mais aussi de fournir le levier nécessaire à un dialogue équilibré avec les États-Unis.
- à l'échelle nationale essayer, autant que possible, de maintenir l'économie française dans un environnement monétaire stable offrant la plus large autonomie possible aux choix de politique économique et sociale du pays.

Le Président Pompidou, impliqué personnellement suit de très près ce dossier complexe aux implications politiques majeures. Dès son arrivée à l'Élysée il marque son souci de promouvoir un système monétaire international, placé à l'abri de l'instabilité et des asymétries liées à la domination du dollar. Il reste sur cette position jusqu'à la fin de son mandat en s'attachant à gérer un processus de rénovation en bonne entente avec les États-Unis. Parallèlement, Georges Pompidou travaille à préserver le plus possible l'autonomie de la politique économique et sociale de la France, lancée dans la voie de la modernisation malgré des équilibres encore fragiles, comme l'a démontré la crise de mai 1968. Paradoxalement, l'ancrage dans la Communauté à travers la première tentative d'Union économique et monétaire lancée en 1969 est probablement l'élément d'ajustement que Georges Pompidou a le plus de mal à maîtriser : facteur d'équilibre indispensable par rapport au dollar dans un système international déstabilisé. Cet ancrage européen représente des contraintes en matière de politique économique que le Président est de moins en moins disposé à accepter surtout après le choc pétrolier d'octobre 1973.

La conférence des Açores qui réunit Georges Pompidou et Richard Nixon en décembre 1971 autour de la question monétaire représente le point d'inflexion majeur de la Présidence Pompidou. Le président Pompidou tente alors de fixer avec le président des États-Unis les bases d'un accord général destiné à sauver le système monétaire international tout en s'appuyant sur l'Europe et en préservant au mieux les intérêts de la France. A partir de 1972, face à une politique américaine de moins en moins coopérative Georges Pompidou doit accepter de privilégier le cadre européen du "serpent monétaire". Mais le prix de la rigueur à accepter afin de maintenir l'économie française dans le sillage de celle d'une Allemagne désormais dominante en Europe paraît alors trop élevé et le franc est retiré du serpent en janvier 1974.

Au cours des années 1980, la France a fait le choix de l'Union monétaire, se situant ainsi parfaitement dans le prolongement des préoccupations de Georges Pompidou. La création de l'Euro en 1999 est ensuite l'une des données majeures de la recomposition d'un système mondial désormais organisé

sur une base régionale autour de quelques pôles monétaires et au sein duquel les institutions monétaires internationales jouent un rôle moindre que par le passé.

Dans un contexte d'actualité et de turbulences économiques, la relecture de notre Histoire et de l'époque de la Présidence Pompidou nous démontre qu'un ancrage régional bien conçu est un facteur d'influence et de stabilité indispensable à l'échelle mondiale. C'est ainsi que le choix d'une institution indépendante et disposant des moyens d'agir, la BCE, a pu prendre très rapidement les décisions nécessaires à la sauvegarde d'un système bancaire en péril à l'automne 2008. Par ailleurs, c'est parce qu'elle dispose de moyens institutionnels beaucoup plus importants qu'à l'époque de Georges Pompidou que l'Union européenne se trouve en mesure de participer à l'élaboration des nouvelles réglementations internationales au cœur de nos débats.

Laurent Cesari

Pompidou, Nixon, Jobert et Kissinger : Les entourages présidentiels dans les relations franco-américaines

Il y a quarante ans, le 15 juin 1969, Georges Pompidou entre à l'Élysée. A son arrivée, Pompidou bénéficie de la sympathie de Nixon, mais les relations franco-américaines vont progressivement se dégrader. A partir de 1973, les divergences sur la définition des parités monétaires refroidiront notamment les relations franco-américaines. A l'occasion du quarantième anniversaire de l'investiture de Georges Pompidou, retour sur une période trop souvent méconnue qui a marqué les relations transatlantiques.

Il y a quarante ans, la structure du pouvoir était identique dans les deux pays : un président tranchant de tout, un ministre des Affaires étrangères de haute tenue morale, mais quelque peu marginalisé (William Rogers et Maurice Schumann), et un exécutant de l'ombre, non élu, échappant au contrôle parlementaire, qui finira par accéder au ministère (Henry Kissinger et Michel Jobert).

C'est en tant que successeur du général de Gaulle que Pompidou bénéficie de la sympathie a priori de Nixon et Kissinger. Mais l'admiration de ces derniers envers de Gaulle ne garantit pas un rapprochement franco-américain durable, car elle porte sur le style du Général, sur son itinéraire personnel, bien plus que sur le contenu de sa politique étrangère. Nixon apprécie en de Gaulle le dirigeant qui a réussi à revenir au pouvoir en 1958 après avoir dû le quitter en 1946, ainsi que le fondateur d'un régime renforçant la fonction présidentielle. Le rétablissement diplomatique de la France après la guerre d'Algérie impressionne Kissinger, chargé de négocier le retrait américain du Vietnam. Kissinger prône également un modèle confédéral, « gaulliste », de la construction européenne, mais seulement parce que celui-ci lui semble plus apte que le fédéralisme à maintenir l'Europe occidentale sous influence américaine. La contradiction entre ces desseins et l'Europe amie des États-Unis, mais autonome, que souhaitait Pompidou, se révélera progressivement entre 1969 et 1974.

Les Français professent des sentiments plus mesurés. Jobert connaît bien le monde anglophone, mais il est l'ami personnel de du Premier ministre britannique Edward Heath, honni à Washington pour l'ardeur de ses sentiments pro-européens, qui le rendent peu manipulable. Pompidou comprend d'emblée que Nixon défend âprement les intérêts nationaux américains, mais l'impopularité de son homologue auprès de la gauche française l'incite, en réaction, à lui faire crédit.

En fait, Pompidou éprouve des sentiments ambivalents envers Nixon. Dès le printemps 1970, il soupçonne la détente américano-soviétique de déboucher sur une gestion à deux des affaires mondiales, sans consulter les alliés de moindre rang. Il a besoin que celui-ci le rassure par des consultations permanentes.

Sur ce chapitre des consultations, Pompidou va être déçu. La coopération secrète des États-Unis au programme nucléaire militaire français le satisfait profondément, mais le refus américain de défendre les parités monétaires définies en décembre 1971, après la première dévaluation du dollar, l'emplît d'amertume. Après la seconde dévaluation du dollar en février 1973, il conclut à la déloyauté des États-Unis.

Or, pendant les négociations de 1973 et 1974 sur « l'année de l'Europe », Jobert et Kissinger (appliquant tous deux des tactiques approuvés par leurs présidents respectifs), optent l'un et l'autre pour une liaison entre dossiers diplomatiques hétérogènes, propres à saper une confiance mutuelle déjà ébranlée. Jobert retarde la réécriture du Traité de Washington pour obtenir des États-Unis des concessions propres à faire avancer la construction politique de l'Europe. En vue d'infléchir la politique extérieure de Pompidou dans un sens plus atlantiste, Kissinger offre une aide à l'installation de têtes multiples sur les missiles nucléaires français, puis la retire. En rétorsion, Pompidou se cantonne dès lors dans une stricte défense des intérêts nationaux français. Les rapports personnels entre dirigeants français et américains s'étaient de nouveau tendues à la mort du président. Les coulisses du pouvoir et l'influence de l'entourage de Georges Pompidou seront l'un des thèmes abordés au sein du colloque « Georges Pompidou et les États-Unis, une relation spéciale ». Un décryptage historique éclairant sur les relations franco-américaines.

Nicolas Vaicbourdt,
Entre raisons et sentiments : les relations franco-américaines sous la
présidence Pompidou

Depuis l'élection de Barack Obama, les relations franco-américaines ont affiché un ton nouveau et plus chaleureux... une nouvelle fois. Quarante ans plus tôt à l'été 1969, le Président Pompidou s'installait à l'Élysée et entamait l'entente avec Richard Nixon. Pour échapper à la dictature de l'instant, il est parfois opportun de changer de focale et de se replacer dans la longue durée pour mieux appréhender le temps présent. C'est ce que se propose de faire l'Association Georges Pompidou à l'occasion d'un colloque *Georges Pompidou et les États-Unis, « une relation spéciale »* organisé les 26 et 27 juin au Sénat.

La coopération annoncée lors du sommet du G20, le retour officiel de la France dans l'OTAN où la dernière rencontre aux sourires affichés à l'occasion de la célébration du Débarquement ont démontré que l'ère de la crise irakienne durant laquelle la France avait été dénoncée comme un ennemi des États-Unis était définitivement close. Certes, le processus de réconciliation avait été entamé sous le mandat de Jacques Chirac avant d'être entériné par Nicolas Sarkozy, mais l'administration républicaine conservait la mémoire de la plus grande crise transatlantique depuis le retrait de l'OTAN par le général de Gaulle.

Est-ce à dire que les relations entre un président ouvertement américanophile, s'il est plus prudent dans l'expression de son atlantisme, et la nouvelle et si populaire administration démocrate seront désormais placées sous un ciel idyllique ? Comparaison n'est pas raison, surtout en histoire où la complexité des interactions et l'unicité des événements sont la seule règle. Mais pour échapper à la dictature de l'instant, il est parfois opportun de changer de focale et de se replacer dans la longue durée pour mieux appréhender le temps présent.

Au terme de la présidence de Gaulle où les tensions bilatérales avaient succédé aux preuves de solidarité atlantique lors des crises de Berlin et de Cuba, l'arrivée à l'Élysée de Georges Pompidou a inauguré une nouvelle ère des relations entre les États-Unis et la France. Nixon et son omniscient conseiller Kissinger désiraient développer une diplomatie plus modeste pour un pays en difficulté économique et marqué par la guerre du Vietnam. L'administration Nixon considérait que l'émergence de puissances régionales comme autant de pôles permettant d'échapper au monde bipolaire serait facteur de détente dans la guerre froide. A ce titre, Nixon et Kissinger accueillirent favorablement un héritier du gaullisme, considéré comme subtil et pragmatique, et incarnant l'affirmation d'une France puissante et déterminée à jouer un rôle important au plan international et en Europe.

A prime abord, la convergence entre les deux présidents était grande. Au fil de leurs nombreux entretiens et échanges de courriers, Nixon et Pompidou établirent des relations plus que cordiales, à défaut d'être réellement amicales. Le respect que le président américain portait à son homologue français le conduisit à bouleverser le protocole pour rejoindre Pompidou durant l'ultime étape de son voyage aux États-Unis après l'émeute qu'il eut à affronter à Chicago. A défaut d'être un atlantiste ou même américanophile, Pompidou mesurait l'importance du lien transatlantique dans la guerre froide. Et ses discours à San Francisco et Chicago portant sur les problèmes de la jeunesse et de l'environnement démontrèrent qu'il concevait un lien étroit entre les deux sociétés occidentales et leurs évolutions respectives. La stabilisation des liens entre la France et l'OTAN (dont la coopération se renforça) et le soutien américain au développement du potentiel nucléaire français, décidé secrètement par les deux présidents, furent parmi les symboles les plus importants de cette nouvelle coopération bilatérale.

Mais la qualité des relations personnelles ne permit pas pour autant de résoudre des divergences qui, comme souvent dans les relations transatlantiques, ne portèrent pas sur des questions strictement bilatérales mais sur des appréciations des enjeux internationaux.

La fin du mandat de Pompidou fut marquée par des heurts et une amertume grandissante. Le temps n'était plus au soutien discret mais efficace dans les négociations entre Kissinger et les Nord-Vietnamiens ou aux échanges d'opinions sur les grands enjeux internationaux et la manière d'aborder tel ou tel dirigeant. Le lien se distendit progressivement en raison de divergences au sujet de la dévaluation du dollar et l'organisation du commerce international qui en résultait ; sur le meilleur moyen de construire une paix durable au Proche-Orient et la nécessité, du point de vue français, de tenir compte de la situation des Palestiniens comme préalable à la sécurité d'Israël ; ou concernant le désir américain de revivifier l'Alliance atlantique par l'adoption d'une nouvelle charte symbolique dans laquelle la France craignit de voir se diluer une identité européenne en devenir. Pourtant sur les enjeux de sécurité, les analyses du président Pompidou n'étaient pas en contradiction avec celle de son homologue américain. Avec la détente, les liens entre les États-Unis et l'Europe étaient appelés à perdre de leur force. Mais là où Kissinger et Nixon voyaient la nécessité de renouveler les garanties transatlantiques par l'adoption d'une nouvelle charte, Pompidou ne voyait que l'abandon confortable des Européens à la promesse d'un soutien américain. Or il doutait qu'à l'avenir les États-Unis s'engagent dans un conflit nucléaire global pour protéger l'Europe. Sans un effort politique, et à terme militaire, des Européens, l'atlantisme ne serait qu'un mirage pour la sécurité du continent. Cette dernière crise au cours de laquelle la France signifia la priorité de la construction européenne sur le lien transatlantique illustra aussi l'isolement de la France dans une politique trop ostensiblement défiante à l'égard des États-Unis.

Avec le renouvellement brutal des pouvoirs de part et d'autre de l'Atlantique, les tensions s'étiolèrent. Mais elles n'en furent pas moins des catalyseurs d'évolutions tant intra-européennes qu'au niveau transatlantique, où de nouveaux objectifs et modes de concertations allaient émerger. Ces épisodes, sur lesquels un prochain colloque organisé au Sénat par l'Association Georges Pompidou va revenir, illustrent la complexité des relations franco-américaines. Raisonées et affectives, elles évoquent les tensions naturelles de toute société démocratique où le débat et la réflexion sur les divergences sont davantage les garanties d'un lien dynamique et constructif que l'avatar d'un héritage historique.